

#IndépendancePourArkéa

Le 6 avril 2018 – Des élus du personnel du groupe Arkéa et le collectif « Indépendance pour Arkéa », composé de salariés de toutes les régions et de toutes les structures du groupe, se mobilisent pour soutenir le projet d'indépendance de leur groupe afin de préserver sa liberté d'entreprendre, de décider et vivre sur ses territoires.

Compte-tenu de la situation très critique des transports en Ile de France et sur les rails, **le rassemblement « Indépendance pour Arkéa », initialement prévu hier, le jeudi 5 avril, est reporté au jeudi 17 mai.**

Néanmoins, les rendez-vous obtenus à l'occasion de ce rassemblement du 5 avril, ont été honorés :

A 11h, une délégation de 7 salariés composée de 6 élus du personnel et d'un représentant du-collectif de salariés a été reçue par Madame Évelyne Trotin, conseillère en charge de l'anticipation des PSE, et Monsieur Patrice Ivon, conseiller en charge des mutations économiques auprès de Madame la Ministre du Travail, Muriel Pénicaud.

A 19h, une délégation du Collectif « Indépendance pour Arkéa » a été reçue à Bercy par Monsieur Emmanuel Monnet, Conseiller Financement, et un représentant de la DG Trésor, auprès de Monsieur Bruno Lemaire, Ministre de l'Economie et des Finances.

Nos délégations, représentantes de l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise (salariés, syndicats, administrateurs de caisse locale, élus politiques, clients et partenaires) ont exposé aux deux ministères les enjeux économiques, l'impact sur l'emploi du dossier ainsi que leur engagement collectif en faveur du projet d'Indépendance d'Arkéa.

La volonté que le Gouvernement soit le **garant du respect de la démocratie coopérative** et qu'en cas de vote de nos caisses locales en faveur de l'indépendance, il **facilite et participe activement avec les autorités bancaires à la mise en œuvre pratique des modalités d'indépendance, rapidement et sereinement** a été exprimée.

Différents documents (tels que des courriers de soutien à Arkéa adressés par nos parties prenantes aux différents ministres et secrétaires d'Etat, des publications syndicales, etc.) ont été remis aux différents interlocuteurs.

Les délégations remercient leurs interlocuteurs de l'écoute et de l'intérêt qu'ils ont porté à notre dossier. Ils ont entendu les risques sur l'emploi en cas de centralisation.

Le ministère de l'Economie et des Finances prend acte de la très forte mobilisation des salariés d'Arkéa et de tout l'écosystème autour d'Arkéa : élus politiques, acteurs économiques, représentants des filières professionnelles, universités, etc.

La délégation au Ministère du Travail était composée de :

Anne-Sophie BERTHOU (sans étiquette)

Gildas BESCOND (ASISA)

Fabrice GRIVOT (CFDT)

Christophe LE BERRE (CFDT)

Hervé LOUARN (Indépendance pour Arkéa)

Alexandre PALOYAN (UNSA Financo)

Marie-Laure QUÉTIER (ASISA)

La délégation à Bercy était composée de :

M. Erwan Balanant : Député de la 8^e circonscription du Finistère

Mme. Sophie Violleau : Administratrice du Crédit Mutuel du Sud-Ouest et du Crédit Mutuel Arkéa

M. Auguste Jacques : Vice-Président du Crédit Mutuel de Bretagne et administrateur du Crédit Mutuel Arkéa

M. Antoine Michaud, M. Hervé Louarn : salariés membre du Collectif Indépendance pour Arkéa

M. Gildas Bescond : salarié, élu du Syndicat Asisa

Contact presse :

Porte-paroles du Collectif « Indépendance pour Arkéa »

Anne-Katell Quentric – anne-katell.quentric-roth@arkea.com – 06 63 13 66 61

Antoine Michaud – antoine.michaud@arkea.com – 06 07 85 65 70

Suivez nous sur twitter : #IndépendancePourArkea

Syndicat ASISA - contact@asisa.fr

Le Crédit Mutuel Arkéa est composé des fédérations du Crédit Mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et Massif Central, ainsi que d'une trentaine de filiales spécialisées (Fortuneo, Monext, Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, Arkéa Investment Services, Suravenir...). Avec près de 10 000 salariés, 3 500 administrateurs, 4,2 millions de sociétaires et clients dans la bancassurance et plus de 128 milliards d'euros de total de bilan, le Crédit Mutuel Arkéa se classe parmi les tout premiers établissements bancaires ayant leur siège en région.